

**DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE
13 150 TARASCON**



**PEPINIERE ENTREPRISE
RENOVATION DE BUREAUX**

LOT 00 – GENERALITES TCE

MAITRE D'OUVRAGE :
CCI DU PAYS D'ARLES
22 avenue 1^{ère} Div France Libre
13200 ARLES

MAITRISE D'ŒUVRE :
ODA – Architecte
K2C BET – Economiste
CCE – BET fluides
DUPLAN – BET structure

SOMMAIRE

1 - GENERALITES PARTICULIERES.....	3
2 - CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	3
3 - DEFINITION DU PRESENT DOCUMENT	3
4 - LES INTERVENANTS.....	3
4.1 - Architectes	3
4.2 - B.E.T. structure	4
4.3 - B.E.T. Thermique et Fluides	4
4.4 - Economiste/MOE/OPC	4
4.5 - Bureau de contrôle	4
4.6 - Coordination sécurité	4
4.7 - Autres B.E.T.	4
4.8 - Les entrepreneurs	4
5 - DOCUMENTS DE REFERENCE	4
5.1 - DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES.....	4
6 - COORDINATION.....	5
7 - ESSAIS COPREC	5
8 - ESSAIS.....	5
9 - NOTE CONCERNANT LES PLANS.....	6
10 - PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX.....	6
11 - DETAILS D'EXECUTION - SCHEMAS D'INSTALLATION.....	6
12 - CHEF DE CHANTIER / REPRESENTATION DE L'ENTREPRISE	6
13 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	6
14 - TENUE ET PROPRETE DU CHANTIER.....	7
15 - FINITIONS EN COURS DE TRAVAUX.....	7
16 - COORDINATION AVEC ADMINISTRATIONS - SERVICES PUBLICS CONCEDES	7
17 - TRAIT ET COTE DE NIVEAU.....	7
18 - TRACE DES CLOISONS	7
19 - PROTECTION DES OUVRAGES	8
20 - OUVRAGES OU PROCEDES NE BENEFICIANT PAS D'AVIS TECHNIQUE	8
21 - AVIS ET OBSERVATIONS DU BUREAU DE CONTROLE	8
22 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	8
23 – FERMETURE DU CHANTIER.....	8
24 – COVID 19	8
25 – COMPTE PRORATA	8

NOTE GENERALE PRELIMINAIRE

1 - GENERALITES PARTICULIERES

Le projet consiste en la rénovation de bureau PEPINIERE D'ENTREPRISES au RDC d'un bâtiment existant au 21 rue de l'hôpital à Tarascon.

Ce programme comporte une tranche unique de travaux. Les travaux seront réalisés en site non occupé.

Le bâtiment à un classement de type W de 5^{ème} catégorie

2 - CONSISTANCE DES TRAVAUX

La construction est constituée de :

- Déconstruction intérieures,
- Sous œuvre
- Doublages, cloisonnements faux plafonds
- Revêtements de sols durs- Faïences
- Revêtements de souple
- Menuiseries intérieures bois
- Peintures – Nettoyages
- Electricité courant forts et faible
- CVC – Plomberie-Sanitaires

L'ensemble des travaux est décomposé en lots comme suit :

LOT 00 – GENERALITES TCE	K2CBET
LOT 01 – DECONSTRUCTION – GROS ŒUVRE	K2C BET
LOT 02 – DOUBLAGES – CLOISONS – FAUX PLAF. – CLOISONS MODULAIRES	K2C BET
LOT 03 – MENUISERIES INTERIEURES	K2C BET
LOT 04 – REVETEMENTS DE SOLS DURS – FAIENCE	K2C BET
LOT 05 – REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES	K2C BET
LOT 06 – PEINTURE – NETTOYAGE	K2C BET
LOT 07 – ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES	CCE
LOT 08 – CVC – PLOMBERIE – SANITAIRES	CCE

3 - DEFINITION DU PRESENT DOCUMENT

Les indications données par le présent document concernent plus particulièrement les éléments propres aux matériaux et à leur mise en œuvre pour la construction proprement dite de l'opération :

RENOVATION DE BUREAUX POUR LE COMPTE DE LA CCI DU PAYS D'ARLES

Les plans et le présent document renseignent aussi exactement que possible chaque entreprise sur la nature et l'emplacement des travaux, mais il convient de signaler que la description n'a pas un caractère limitatif et chaque Entrepreneur doit exécuter tous les travaux nécessaires à la parfaite finition des ouvrages afférents à sa spécialité d'après les plans, les règles de l'Art, les normes et dans l'esprit du devis.

Il est formellement spécifié que par le seul fait d'avoir signé le Marché, l'Entrepreneur reconnaît avoir examiné avec soin toutes les pièces du dossier et avoir signalé au Maître d'Œuvre les imprécisions, omissions ou contradictions qu'il aurait pu y relever et que toutes solutions y ont été apportées. Il est précisé que ce document forme un ensemble indivisible et que l'Entrepreneur a pris connaissance de la totalité du devis descriptif afin de se renseigner sur les prestations des autres corps d'état pouvant être en liaison avec ses propres ouvrages ou ayant une incidence sur le déroulement de l'ensemble des opérations. Chaque Entrepreneur ne pourra se prévaloir de ne pas connaître les prestations des autres corps d'état.

4 - LES INTERVENANTS

4.1 - Architectes

ODA/SARL OSTROWSKI DEMUYTER ARCHITECTES

1, rue Général Perrier

30 000 NÎMES

Tel : 06 26 25 66 42

4.2 - B.E.T. structure

BET STRUCTURES DUPLAN
1 rue des Fraisses
30 730 ST MAMERT DU GARD
Tél : 06 50 63 30 50

4.3 - B.E.T. Thermique et Fluides

CCE INGENIEURIE
238 Av. de l'Egalité
84 800 L'ISLE SUR LA SORGUE
Tel : 04 90 25 19 08

4.4 - Economiste/MOE/OPC

K2C BET.
12 Grand Rue
30510 GENERAC
Tél : 04.66.72.51.93

4.5 - Bureau de contrôle

A définir

4.6 - Coordination SPS

A définir

4.7 - Autres B.E.T.

Les autres études, comme étude des méthodes de construction, étude électrique, étude de fluide par exemple sont dues par les entrepreneurs

4.8 - Les entrepreneurs

En fonction de la loi 75-1334 du 31/12/75, l'entrepreneur s'interdit de sous-traiter tout ou partie des travaux qui font l'objet du présent marché ou de substituer à une autre entreprise sans le consentement préalable et écrit du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

En tout état de cause, l'entreprise sous-traitante devra avoir au moins les mêmes qualifications que l'entrepreneur titulaire du marché. La partie sous-traitée ne pourra excéder 95 % du prix du marché signé.

Lors de l'agrément du sous-traitant, l'entreprise devra justifier pour son sous-traitant :

- a) de la qualification
- b) des assurances civiles et décennales
- c) attestation à jour de l'URSSAF Congés Payés etc...

L'entrepreneur adjudicataire restera le seul responsable de tous sinistres pouvant provenir sur l'opération devant le Maître d'Ouvrage, y compris les parties sous-traitées.

5 - DOCUMENTS DE REFERENCE

Indépendamment des indications portées sur le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, les entreprises se conforment en priorité pour l'exécution des ouvrages leur incombant, aux prescriptions données par les D.T.U, cahiers du C.S.T.B, les règles générales de construction, les normes françaises pour les matériaux et accessoires, le règlement sanitaire départemental, les règles de sécurité incendie, les normes accessibilités, ainsi que la RT 2012.

5.1 - DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES

Tous les Documents Techniques Unifiés pouvant s'appliquer aux différents travaux décrits dans ce descriptif devront être soigneusement respectés et les ouvrages seront réalisés en conformité avec ses D.T.U.

Les numéros spéciaux des Bulletins Officiels du ministère de l'Equipement (BOMELT et sous ses précédentes dénominations...) et les brochures "Marchés Publics" sont en vente à la :

Direction des Journaux Officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15.

Tél : 01 40 58 79 79 - Fax : 01 45 79 17 84 - Internet : www.journal-officiel.gouv.fr.

Les cahiers des clauses techniques DTU et les règles du calcul DTU sont en vente :
soit au Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB), 4, avenue du Recteur-Poincaré,
75782 Paris Cedex 16. Tél : 01 40 50 28 28,
soit aux Editions Eyrolles, 61 boulevard Saint-Germain 75005 Paris. Tél : 01 44 41 11 11.

B.O.T.P : Bulletin Officiel du Ministère des Travaux Publics
B.O.E.L : Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement et du Logement
B.O.E.C.V et T : Bulletin Officiel du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie et Ministère des Transports
B.O.E.T, L, E : Bulletin Officiel du Ministère des Transports, du Ministère du Logement et du Ministère de l'Environnement
B.O.U.L. T et E : Bulletin Officiel du Ministère de l'Urbanisme et du Logement, du Ministère des Transports et du Ministère de l'Environnement
B.O.M.E.L.A.T.T : Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement, du Logement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports

6 - COORDINATION

Avant le commencement des travaux, chaque Entrepreneur dressera les plans des réservations nécessaires à tous passages de canalisations, trous, scellements, fourreaux, etc... Toutes ces données seront mentionnées sur des plans « d'exécution » et soumises à l'approbation du Maître d'Œuvre.

L'acceptation par le Maître d'Œuvre des plans présentés par les entreprises n'engage pas la responsabilité du Maître d'Œuvre, les entreprises restant pleinement responsables de leurs études et projets. En cas d'oubli ou d'omission, tous les travaux de rattrapages, rebouchages ou raccords seront dus par l'Entrepreneur défaillant et ne pourront donner lieu à aucune plus-value.

Tous les rebouchages ou scellements sont dus par l'Entrepreneur du lot concerné, s'il estime que ce poste n'entre pas dans le cadre de ses compétences, il pourra faire exécuter ces travaux, moyennant paiement, par l'entreprise de gros-œuvre.

En règle générale, tous les scellements dans les murs porteurs ou extérieurs, seront à la charge du Lot Gros-Œuvre. En fin de chantier, les Entreprises devront fournir les plans de récolement de leurs ouvrages. Ces plans devront obligatoirement correspondre aux travaux exécutés. Dans le mois précédant la réception des ouvrages, ils adresseront au Maître d'Œuvre un dossier comprenant un contrecalque et un tirage de tous les plans et notices techniques formant recollement de l'ensemble de leurs prestations et ce, sous leur entière responsabilité.

7 - ESSAIS COPREC

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer avant réception, les essais et vérifications figurant sur la liste approuvée par les Assureurs. Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux qui devront être envoyés pour examen, au Bureau de Contrôle, en deux exemplaires. Ce dernier adressera au Maître d'Ouvrage, avant la réception des ouvrages, un rapport explicitant les avis portant sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

Aucune réception ne pourra intervenir avant la remise de ces documents.

8 - ESSAIS

Chaque fois qu'ils le jugent utile, un mandataire du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre pourra faire analyser les matériaux par un laboratoire officiel. Ils pourront également demander des épreuves, soit sur des prélèvements, soit sur des parties d'ouvrages, soit sur les ouvrages déclarés achevés par l'Entrepreneur.

Il est précisé que les essais ou analyses de matériaux décidés par l'une des personnes ci-dessus seront effectués aux frais de l'Entrepreneur. Dans ces frais seront notamment compris ceux du Bureau de Contrôle. L'Entrepreneur devra produire tous les certificats des résultats des essais pratiqués sur les divers conduits dont il aura réalisé la construction (exemple : fumée, égouts, etc...). Ceux-ci seront effectués en temps opportun, à sa demande, sous sa responsabilité et à sa charge. Si malgré le contrôle exercé, des matériaux de qualité inférieure étaient mis en œuvre, l'entrepreneur devra les remplacer à ses frais, risques et périls, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, et ce indépendamment des frais pouvant être occasionnés aux autres corps d'état. Il en sera de même de tous les travaux, qui ne seraient pas exécutés en conformité aux accords passés, aux plans, aux devis et ordres de service donnés par le représentant du Maître d'Ouvrage ou de l'Architecte.

Il est rappelé aux Entreprises qu'elles doivent procéder elles-mêmes aux opérations de contrôle de leurs prestations et fournir tous les certificats, attestations, dossiers d'examen relatifs à cet auto-contrôle. Il sera

procédé également, aux frais de l'Entrepreneur, aux essais in situ des menuiseries extérieures, dans le cas où les procès-verbaux de classement A.E.V ne seraient pas fournis avant le début des travaux.

9 - NOTE CONCERNANT LES PLANS

Tous les documents graphiques remis à l'Entreprise pour l'exécution des ouvrages devront être examinés avant tout commencement d'exécution.

L'entrepreneur devra donc signaler au Maître d'Œuvre les dispositions qui ne lui paraîtront pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des règles de l'Art. De toute manière, le fait pour un Entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis tant par le Maître d'Œuvre que par les Ingénieurs, ne peut atténuer en quoi que ce soit la pleine et entière responsabilité du constructeur. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans, sauf sur les dessins à grandeur d'exécution. En cas d'erreurs, d'insuffisance ou de manque de côtes, l'Entrepreneur devra en référer au Maître d'Œuvre qui fera lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

L'Entrepreneur restera seul responsable des erreurs ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour lui ou les autres corps d'états, un oubli ou l'inobservation de cette clause.

10 - PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX

Les caractéristiques de forme, de dimensions et qualité des matériaux employés dans les travaux ou entrant dans la composition des produits confectionnés, seront conformes aux normes françaises, au R.E.E.F, et au Cahier des Prescriptions Générales du CSTB et au devis descriptif (CCTP).

Les matériaux n'y satisfaisant pas seront refusés, sauf toutefois dérogation explicite autorisée par le Maître d'Ouvrage. Les devis descriptifs comporteront, le cas échéant, la mention des lieux d'extraction ou de production des matériaux. Le mandataire du Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre ou le Bureau de Contrôle pourront, sans que l'Entrepreneur puisse s'y opposer en aucune façon, effectuer tous prélèvements, refuser toute fourniture qu'ils ne jugeront pas conformes. L'Entrepreneur devra s'assurer que tous les fournisseurs de matériaux présentent les garanties nécessaires et suffisantes pour assurer en particulier le respect de la qualité et la capacité d'approvisionnement. D'autre part, il devra veiller à ce que ces mêmes fournisseurs soient garantis au sens du Code Civil, des matériaux et matériels vendus ou procédés mis en œuvre. Un matériau dit "similaire" ne pourra être substitué à celui initialement prévu qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage sur proposition du Maître d'Œuvre.

Ils fourniront sur les pièces ainsi déposées, tous les renseignements qui leur seront demandés par le Maître d'Œuvre. Les échantillons devant faire l'objet d'options par le client devront être déposés dans le mois qui suivra l'accord définitif du Maître d'Œuvre sur la prestation correspondante.

11 - DETAILS D'EXECUTION - SCHEMAS D'INSTALLATION

L'Entrepreneur devra établir et remettre **pendant la période de préparation** (après ce délai l'entreprise sera tenue d'appliquer les pénalités de retards pour non transmission des documents) tous les détails d'exécution : épures, plans de construction, plans de fourreaux, plans de fabrication, passages de canalisations, notes de calculs, schémas de parcours et d'une façon générale, tous les documents graphiques susceptibles de préciser la façon dont les travaux seront exécutés et les dispositions qui seront prises pour que ces travaux répondent aux conditions du marché. L'Entreprise devra soumettre ces documents à l'approbation du Maître d'Œuvre avant toute exécution.

12 - CHEF DE CHANTIER / REPRESENTATION DE L'ENTREPRISE

L'Entreprise doit avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment où elle a commencé les travaux, l'encadrement qualifié nécessaire. Les représentants des entreprises devront être capables de représenter valablement l'entrepreneur tant auprès du Maître d'Œuvre qu'auprès des autres entreprises, ils devront avoir une parfaite connaissance du dossier et justifier d'une qualification professionnelle en rapport avec leur rôle au sein de l'entreprise qu'ils représentent.

13 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Les décisions prises lors des rendez-vous de chantier n'engagent pas le Maître d'Ouvrage si ces décisions entraînent des incidences financières qui doivent être soumises à son approbation.

Les rendez-vous de chantier auront lieu en principe une fois par semaine au jour fixé dès l'ouverture du chantier. Ce rendez-vous sera complété par une réunion de coordination technique indépendante de la première réunion, si les besoins s'en font sentir.

La fréquence des rendez-vous pourra être modifiée par le Maître d'Œuvre selon les nécessités du chantier. Les représentants des entreprises sont tenus d'assister à ces réunions pendant toute la durée de l'exécution des travaux. **Le Maître d'Œuvre tiendra un carnet sur lequel il consignera les décisions et constatations. Les retards aux rendez-vous supérieurs à 1/4 d'heure sont pénalisés. Toute absence sera sanctionnée par une pénalité.**

14 - TENUE ET PROPRETE DU CHANTIER

Les ouvrages devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté, les gravats ou gravois étant évacués chaque jour du chantier.

Chaque entreprise est responsable de la bonne tenue et de la propreté du chantier.

Il ne sera jamais décompté de prorata au titre de nettoyage du chantier, chaque corps d'état devant laisser celui-ci propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de ses travaux.

Chaque entrepreneur se chargera de l'évacuation de ses propres déblais, gravois, déchets, jusqu'au lieu de stockage sur chantier déterminé par le lot GROS-ŒUVRE, en accord avec le Maître d'Œuvre.

Il procédera, en outre, au nettoyage, à la préparation et à la mise en état des installations qu'il aura salies ou détérioré. Les gravois et déchets mis en dépôt seront évacués aux décharges publiques, les frais seront répartis au COMPTE PRORATA.

Chaque fois que l'enlèvement des gravois, déchets, et le nettoyage des zones de travail, ne seront pas immédiatement exécutés par l'entrepreneur responsable, le Maître d'Œuvre pourra faire exécuter ce travail par une entreprise de son choix (intérieure ou extérieure au chantier) aux frais, risques et périls de l'entreprise défaillante, sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable de celle-ci.

Les déchets, gravats, gravois, emballages, etc... feront l'objet d'un tri sélectif conformément à la législation en vigueur.

15 - FINITIONS EN COURS DE TRAVAUX

Les divers travaux de finition et de raccords de toutes sortes et plus généralement la réparation de tout ouvrage défectueux, qui seront réclamés par le Maître d'Œuvre à l'Entrepreneur devront être exécutés sans délai dans le cadre du planning des travaux et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure par lettre recommandée.

Au cas où l'Entrepreneur ne se soumettrait pas à cette réquisition et après mis en demeure par lettre recommandée d'exécution avec délai de 8 jours, les travaux seront exécutés par une tierce entreprise et le montant décompté au prix coûtant majoré de 20 % sur le règlement de la situation, sans préjudice des amendes de retard.

16 - COORDINATION AVEC ADMINISTRATIONS - SERVICES PUBLICS CONCEDES

L'Entrepreneur devra obtenir, par écrit et dans le mois qui suit l'ordre de service, de commencer les travaux, l'accord sur les dossiers d'exécution relatifs aux branchements, cheminements des réseaux, conception des installations, raccordements etc... notamment avec les services tels que ENEDIS (basse tension - moyenne tension) et ORANGE (téléphone) LA POSTE (distribution de courrier) TDF (antennes et télédistribution) Services Mairie (EU, EP, voirie) SERVICE DES EAUX (branchement et compteur d'eau) Mairie (pour toutes les autorisations). A cet effet, l'Entrepreneur établira un plan de repérage de l'ensemble des réseaux en y précisant les cheminements, pénétrations, superpositions, croisements, sorties etc... afin que chaque intervenant connaisse les obligations auxquelles il ne peut se soustraire.

17 - TRAIT ET COTE DE NIVEAU

L'entrepreneur du GROS-ŒUVRE devra faire matérialiser à ses frais d'une manière fixe et durable, le trait de niveau à 1,00 mètre (le trait de niveau sera tracé au bleu à 1,00 mètre au-dessus des sols finis, à la périphérie de tous les locaux).

18 - TRACE DES CLOISONS

Le tracé des cloisons sera exécuté au sol (plan horizontal) et sur les parois (plan vertical) par l'entrepreneur du lot cloison faux plafond, dès que l'état du sol le permettra et devra comprendre l'indication claire de toutes les portes et passages.

19 - PROTECTION DES OUVRAGES

Il est envisagé deux cas de protection des ouvrages :

- Protection des ouvrages propres à chaque entreprise, par celle-ci, afin de les conserver dans un état autorisant la réception des ouvrages
- Protection des ouvrages déjà exécutés, lors d'une intervention susceptible de les dégrader.

Chaque entrepreneur devra, sauf exception stipulée ci-après, assurer la protection efficace de ses ouvrages contre les dégradations et salissures de toutes sortes, jusqu'à la livraison du chantier, étant bien entendu que le coût des moyens à mettre en œuvre pour satisfaire à cette exigence est, quels qu'ils soient, compris dans le montant global du marché de l'entreprise.

Les ouvrages devant faire l'objet de cette protection comprennent, non limitativement toutes les prestations que jugera utiles l'entrepreneur et celles que pourraient lui imposer le Maître d'Œuvre.

20 - OUVRAGES OU PROCÉDES NE BÉNÉFICIAINT PAS D'AVIS TECHNIQUE

Certains ouvrages ou procédés peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une assurance spéciale. Dans ce cas, l'Entrepreneur devra préalablement, en aviser obligatoirement le Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre, Bureau de Contrôle, BET et fournir tous les documents permettant de juger de l'opportunité de l'emploi de tels matériaux ou mise en œuvre de tels procédés. Dans tous les cas, ces prestations devront être couvertes par une assurance complémentaire, dont les frais supplémentaires qui seraient à charge des autres intervenants seront supportés en totalité par l'Entreprise, la preuve devra être établie que les cotisations ont été régulièrement versées pour la durée de la garantie. Tout système de mise en œuvre, tout procédé ne pouvant être garanti sera systématiquement rejeté sans appel et l'Entrepreneur ne pourra en aucun cas réclamer quoique ce soit du fait de ce rejet. Il lui appartient donc de s'assurer auprès des fabricants que les matériaux ou procédés employés sont assurables.

21 - AVIS ET OBSERVATIONS DU BUREAU DE CONTRÔLE

Tous les plans d'exécution seront soumis à l'avis préalable du Bureau de Contrôle au minimum vingt et un jour calendaire au minimum avant le début de mise en œuvre sur chantier ou de fabrication en atelier.

Les observations qui pourraient être formulées par le Bureau de Contrôle à la suite de l'examen des documents ou et les demandes d'informations complémentaires formulées par ce même Bureau de Contrôle devront faire l'objet de réponse immédiate de la part de l'entreprise afin de n'entreprendre des travaux qu'après avoir les avis favorables, exceptionnellement avis suspendu (dans le cas de prestations exigeant des essais in-situ ou de mise en œuvre).

Dans le cas contraire, les travaux seront exécutés aux risques et périls de l'entreprise sachant qu'ils pourront faire l'objet d'un refus de prise en compte par le MAITRE D'OUVRAGE.

22 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Il sera dû par toutes les entreprises un dossier de recollement et DOE en 3 exemplaires papiers dont 1 reproductible et 1 USB accompagnés de toutes les notices et références des matériaux et matériels.

23 – FERMETURE DU CHANTIER

Toutes les entreprises sont responsables de la fermeture du chantier. Si les entreprises n'arrivent pas à s'organiser pour la fermeture du chantier il sera demandé au titre du compte prorata la fermeture du site par une entreprise extérieure aux frais de l'ensemble des entreprises réparties par le nombre de lots.

24 – COVID 19

Les entreprises devront prendre en compte les derniers protocoles et recommandation de l'OPPBTP concernant les protocoles en vigueur concernant les recommandations COVID. Le titulaire du lot gros œuvre devra prévoir toutes les installations communes réglementaires et les entreprises les préconisations individuelles

25 – COMPTE PRORATA

Les travaux d'intérêt commun seront dus par les entrepreneurs désignés dans les normes NFP 03.001 annexe A, B et C à l'exception des travaux ci-dessous qui auront une autre imputation :

Nature de la prestation	Lot concerné par les travaux
Branchement provisoire d'eau, d'électricité, d'égout, entretien.	Gros Œuvre
Pose de tableaux de prises électriques avec alimentation (220 et 380V)	Electricien
Aire de chantier et de stockage	Entreprise intéressée par ce stockage
Pose et entretien des bennes de tri sélectif des déchets de chantier – 1 Benne pour les déchets inertes – 2 bennes pour les déchets industriels banals – 1 benne pour les déchets industriels spéciaux.	Gros Œuvre
La mise en place de la signalétique indiquant la nature des déchets à déposer	Gros œuvre
L'élimination des déchets en centre de stockage ou par valorisation	Gros Œuvre
Traitement des déchets bennes, rotations etc..	Au compte prorata
Entretien de clôture de chantier	Gros Œuvre
Taxe de voirie pour l'utilisation du domaine public pendant toute la durée du chantier	Gros œuvre
Pose de panneau de chantier conforme à la maquette donnée par l'architecte	Gros Œuvre
Bungalows sanitaires (WC, lavabos, douches) et réfectoires autant que nécessaire pour tous les corps d'état y compris branchement et selon prescription du PGC.	Gros Œuvre
Dépenses communes de fonctionnement (Frais de consommation d'eau, d'électricité, etc... Nettoyage périodique des bungalows et des abords).	Au compte prorata
Mise en place de zones d'approvisionnement en pied d'immeuble	Gros Œuvre
Le GO devra au titre du CP un forfait de 10H de nettoyage, débarrassage en fin de chantier	Gros Œuvre
Installation de bureau de chantier et de coordination indépendant du bureau du chef de chantier, assez grand pour comporter une table et 20 places assises, local chauffé et climatisé et un panneau d'affichage de 6 m² et une armoire mise à la disposition du Maître d'Ouvrage et du maitre d'œuvre devant fermée à clé.	Gros Œuvre
Fourniture de canons ouvrant avec un passe des portes d'accès au chantier	Menuiseries Int.
Chaque entrepreneur doit assurer le nettoyage quotidien de ses zones de travail, l'amenée de ses déchets aux lieux de stockage prévus à cet effet, le tri de ses déchets selon les natures de déchets suivantes.	Tout corps d'état
La gestion de l'ouverture et fermeture du chantier incombera au gros œuvre tant que le peintre ne sera pas sur le chantier. A cette date le peintre sera responsable de la fermeture et de l'ouverture du chantier y compris la vérification de la fermeture de chaque porte palière, fenêtres, portes fenêtres	Gros Œuvre et Peintre
Chaque entrepreneur ne devra travailler que pendant les jours ouvrables de 8 H à 17 H. En dehors de ces heures le chantier sera fermé.	Tout corps d'état
Alarme – Vidéo surveillance – Gardiennage	CIE

Le compte prorata sera géré par le GO assisté par 2 entreprises désigné lors de la 1^{ère} réunion de prorata. La rémunération du compte prorata sera de 1.50 % HT du montant des travaux (pourcentage minimum prévisionnel) TCE.